

édité par les communistes  
du 10<sup>ème</sup> arrondissement  
6 rue de La Grange-aux-Belles  
75010 Paris  
tél: 01 48 24 11 88  
fax: 01 48 24 11 83  
mail: pcfparis10@gmail.com

# à Paris<sup>e</sup>

JANVIER-FÉVRIER 2012



*l'hôpital Lariboisière, grâce à la construction d'un nouveau bâtiment accueillera l'ensemble des activités de Fernand Widal dont les longs séjours pour les personnes âgées*

## AU LIEU DE DONNER UN SENS À LA RIGUEUR donnons un sens à la gauche

Pour cacher le dramatique bilan de son gouvernement, le président invoque la crise, les voisins ou encore les étrangers, les pays émergents, pourquoi pas la météo ? Le gouvernement et la droite n'ont cessé de mentir, de nous tromper, voire de se tromper eux-mêmes tant ils sont dans le déni des conséquences de leur politique. Ils installent dans notre pays la tyrannie des fanatiques du triple A.

Le tableau de cette fin d'année 2011 est loin d'être brillant. Chômage et précarité en hausse, augmentation des tarifs du gaz, du train (dont le président de la SNCF s'est bien gardé de faire la publicité lors de sa dernière grande campagne de communication), augmentation de la taxe sur les mutuelles, baisse des allocations... Jusqu'au bout, la droite aura à cœur de détruire notre modèle social issu des conquêtes syndicales, du Conseil national de la Résistance et des victoires politiques de la gauche. Avec la « TVA antisociale », elle a pour ambition d'affaiblir la solidarité de notre système de Sécurité sociale pour mieux pouvoir en privatiser des pans entiers sous l'œil rapace des capitaux.

2012 sera pour nous l'année de la riposte et de l'offensive. Deux camps s'affrontent en réalité en 2012 : s'enfermer dans des solutions de crise, c'est-à-dire l'austérité, ou relancer le pays avec une politique ambitieuse de gauche. Le Front de Gauche et son candidat Jean-Luc Mélenchon proposent une alternative à gauche, porteuse d'espoir. Le FdG est l'aboutissement d'un processus qui prend ses racines dans les plus belles luttes de notre pays de ces dernières années en France.

Le lancement de la campagne dans le 10<sup>ème</sup> a été une réussite, en réunissant une centaine de personnes d'horizons variés, à l'image de la démarche du Front de Gauche. Rejoignez cet élan, participez à la campagne pour battre la droite et construire une alternative ancrée à gauche.

Pour cette année 2012, les communistes de l'arrondissement vous souhaitent une année de luttes victorieuses !

**Laurent Ighéroussene, responsable de la section PCF 10<sup>ème</sup>**

## LARIBOISIÈRE/FERNAND WIDAL promesses tenues !

Il y a deux ans, lors de l'annonce du projet de **nouvel hôpital Lariboisière et de l'avenir du site de Fernand Widal**, Alain Lhostis avait exigé publiquement que la totalité des activités actuelles de l'hôpital Fernand Widal soient maintenues, tout particulièrement les lits de longue durée pour les personnes âgées très dépendantes. Pour que le périmètre de Fernand Widal ne fasse pas l'objet de visées purement spéculatives, il avait proposé et obtenu un vote du Conseil d'arrondissement du 10<sup>e</sup> et du Conseil de Paris inscrivant ce site en zone de Grands services urbains (GSU dans le Plan local d'urbanisme (PLU)). Cette prise de position a contribué à faire évoluer le dossier de reconstruction du groupe hospitalier Lariboisière/ Fernand Widal.

Aujourd'hui, l'excellent travail des équipes soignantes et administratives du groupe hospitalier a permis une concertation de qualité entre la direction générale de l'AP/HP, la Mairie de Paris et la Mairie du 10<sup>e</sup> arrondissement. Ces négociations ont abouti au projet actuel du « **Nouveau Lariboisière** », avec la construction d'un bâtiment répondant aux dernières normes de la médecine moderne et aux exigences du « plan climat », accueillant toutes les activités de Lariboisière. Celles de l'hôpital Fernand Widal étant transférées à l'achèvement du nouveau bâtiment, notamment l'accueil des personnes âgées les plus dépendantes (long séjour) dans les locaux libérés.

Lors de la présentation publique du projet le 5 décembre dernier à l'école Louis Blanc, Alain Lhostis a soutenu ce projet. Mais il a réaffirmé sa volonté de continuer à combattre fermement la politique régressive en matière de protection sociale et d'accès aux soins de l'actuel gouvernement de droite qui maintient l'AP/HP en déficit et qui, après avoir supprimé des milliers d'emplois ces dernières années, prévoit d'en supprimer près d'un millier en 2012.

## LA GESTION DE L'ÉNERGIE ET DU CHAUFFAGE DANS LES ÉCOLES CONFIEE AU PRIVÉ

### Le marché juteux du business vert

Lors de la séance des 14 et 15 novembre dernier, le Conseil de Paris a décidé de signer avec la société *Nov' Écoles Paris* un contrat de partenariat de performance énergétique pour 100 écoles, dont 4 situées dans le 10ème. Le coût global de cet accord s'élève à 56,45 millions d'euros, pour une durée de 20 ans !!!

Tout en partageant l'objectif affiché de réduire de 30 % les émissions de gaz à effet de serre, Alain Lhostis, au nom du groupe communiste, s'est prononcé contre cet accord de partenariat public/privé. Ce dernier consiste à dessaisir les services spécialisés de la ville en ouvrant un nouveau marché à des opérateurs financiers qui ont compris que le développement durable et les économies d'énergie pouvaient être extrêmement juteux. On commence par 100 écoles (sur 650), mais avec la perspective de traiter l'ensemble du patrimoine immobilier de la ville et du département.

La validité de ce contrat de partenariat public/privé peut être contestée par le Conseil constitutionnel pour 2 motifs :

- Le recours à ce type de contrat doit être justifié par la complexité ou l'urgence du projet à réaliser. Le contrat en question ne satisfait aucun de ces 2 critères : les travaux à effectuer ne sont pas complexes (pose de fenêtres à double vitrage, calfeutrage, isolation des combles et des terrasses, remplacement d'appareils d'éclairage, etc.) et peuvent être réalisés rapidement.

- Ce type de contrat ne peut être mis en œuvre que s'il existe des motifs d'intérêt général qui le justifient et que s'il garantit un bon usage des deniers publics. Là aussi, ce n'est pas conforme : le prestataire s'est fixé une rentabilité financière de 12 % l'an et en outre la ville est obligée de garantir à hauteur d'au moins 80 % les emprunts du prestataire choisi. Donc un surcoût significatif pour le budget de la ville.

En conclusion, les élus communistes proposent au contraire de créer une mission de pilotage public s'appuyant sur les services spécialisés de la ville (STEGC, SLA), renforcés si nécessaire par le recrutement de compétences extérieures. Seul le groupe communiste s'est opposé à cette dérive libérale.



### un nouveau centre d'hébergement

Situé au 13 rue des Ecluses Saint-Martin, dans un bâtiment mis à disposition par la ville, ce centre d'hébergement provisoire a ouvert ses portes le 2 décembre pour accueillir, dans le cadre du « Plan hivernal », les personnes à la rue. Géré par l'association Emmaüs et ouvert de 18 h à 9 h, il pourra héberger chaque soir jusqu'à 70 personnes.

En plus de l'hébergement, d'autres services sont proposés : repas du soir et petit déjeuner, douches, information et orientation vers des dispositifs de proximité et de droit commun.

Ce centre s'ajoute à 2 autres équipements ouverts récemment dans l'arrondissement et gérés également par Emmaüs : la résidence sociale et pension de famille du 179 bis quai de Valmy et le centre d'hébergement du 36 rue Jacques Louvel Tessier.

### UN TRAIN PARIS-VENISE 100 % PRIVÉ



Manifestation à la gare de Lyon le 12 décembre dernier pour « accueillir » le premier train de voyageurs 100 % privé, qui assure la liaison entre Paris et Venise. Un train affrété par Thello, co-entreprise fondée par Veolia Transdev et Trenitalia. Conséquence de l'ouverture à la concurrence des liaisons « voyageurs », décidée par la Commission européenne.

Pourtant l'ouverture au privé pour le transport des marchandises décidée en 2006 s'est traduite par un échec total : en 5 ans le nombre de tonnes transportées par chemin de fer a été réduit de moitié... au profit des transporteurs routiers.

## CASERNE CHÂTEAU-LANDON

### (enfin) ça bouge !

Alain Lhostis a fait adopter, lors de la séance du Conseil de Paris du 13 décembre dernier, un vœu qui demandait :

- l'installation définitive des pompiers à titre gratuit dans les locaux qu'ils occupent actuellement au bord du Canal,
- la mise à disposition d'une vingtaine de logements sociaux à proximité pour les pompiers et leurs familles,
- la restitution gracieuse à la ville de la caserne Château-Landon dont elle est propriétaire,
- la création immédiate de l'accueil de jour des exilés dans la caserne Château-Landon,
- la pérennisation de l'activité culturelle sur la partie occupée par le *Point éphémère* dans le cadre d'un appel d'offre,
- et enfin la création d'un comité de réflexion composé d'élus, de représentants de Conseils de quartier, d'associations culturelles et d'aide aux personnes à la rue, afin de tracer les grandes lignes de l'avenir de la caserne Château-Landon.



Ce vœu a été voté par la majorité de gauche. Le Préfet de Police a donné son accord de principe pour que s'engage sur ces objectifs une négociation entre la Ville de Paris et la Préfecture en charge de la Caserne

Château Landon. Une première rencontre est prévue mi-janvier 2012.

Enfin le dossier s'ouvre. Habitants, conseils de quartier, associations, vous avez la parole.

### MALGRÉ LE DÉSENGAGEMENT DE L'ÉTAT

### la crèche *La Fayette Accueil* maintenue !

De nombreuses associations sont frappées par des baisses de subventions de l'État qui ont souvent des conséquences catastrophiques. C'est ainsi que *La Fayette-Accueil*, qui gère, au 190 rue La Fayette, une résidence hébergeant essentiellement des femmes seules avec enfants, a vu ses subventions baisser de 15%.

Dans cette situation, la structure avait, pour survivre, comme seule solution de supprimer sa crèche de 16 berceaux, crèche qui jouait un

rôle important dans l'aide aux familles accueillies, permettant en particulier de maintenir ou restaurer l'équilibre de la famille.

L'association a donc fait appel à la Mairie pour trouver le financement nécessaire au maintien de cette crèche en proposant de l'ouvrir à d'autres enfants du 10ème. Marie-Thérèse Eychart, adjointe communiste au maire en charge de la Petite Enfance, a été l'interlocutrice dans ces négociations.

Finalement, la crèche, grâce à la mairie soutenue par la Caisse d'allocations familiales, conservera sa capacité d'accueil. Ce partenariat est fort positif puisque, désormais, dans un souci de mixité sociale, un certain nombre de places seront réservées aux familles de l'arrondissement et des tout-petits de *La Fayette-Accueil* seront admis dans les crèches municipales du secteur.

### 10 MILLIONS D'EUROS SUPPLÉMENTAIRES

### en faveur du logement social

La séance du Conseil de Paris des 12 et 13 décembre derniers était consacrée à l'adoption du budget 2012.

Ilan Brossat, président du groupe communiste, est intervenu énergiquement pour demander un renforcement significatif du « compte foncier » afin de renforcer l'action pour le logement social, en particulier dans les arrondissements de l'Ouest dépourvus de logements sociaux.

Un complément de 10 millions d'euros a été adopté. Une avancée dont nous nous réjouissons.

Mais au regard des besoins, il faudra prévoir au cours de l'année 2012 de ré-abonder ce « compte foncier » qui permet d'acquérir des immeubles ou des terrains.

*vous souhaitez réagir  
donner votre avis  
faire des suggestions  
travailler avec nous  
sur l'une des questions  
abordées ici, ou une autre  
contactez-nous  
par le moyen de votre choix  
(voir coordonnées page 1)*

## SALAH HAMOURI, ENFIN LIBRE

### sera accueilli à Paris

Le 18 décembre dernier, Salah Hamouri, jeune franco palestinien, a retrouvé la liberté après 2457 jours dans les prisons israéliennes.

Libre après une condamnation sans preuve par un tribunal militaire, sous l'incroyable attendu de « délit d'intention terroriste ».

Face à cette injustice, la majorité de nos dirigeants politiques et des médias se sont peu mobilisés.

Heureusement, Salah a bénéficié de l'action résolue d'un soutien regroupant des personnalités de gauche, de nombreux élus communistes et du journal *l'Humanité*.

Mais nous n'oublions pas qu'il reste encore près de 6 000 prisonniers palestiniens dans les prisons israéliennes.



*les élus communistes parisiens (ici Ian Brossat et Alain Lhostis) lors d'un des nombreux rassemblements pour la libération de Salah sur leur proposition, le Conseil de Paris s'est engagé à recevoir Salah Hamouri à l'Hôtel de ville ce dernier viendra à Paris en avril 2012, ce sera l'occasion pour le Maire de Paris de le recevoir*

### aménagement de la place Madeleine Braun



Enfin, des travaux d'aménagement de la place Madeleine Braun sont en cours. Cette place, située entre la gare de l'Est et le couvent des Récollets, était occupée depuis plusieurs années par un dépôt de matériel de voirie qui vient d'être transféré. Cet espace, qui sera végétalisé (parterres de plantes vivaces et de fleurs) et conservera ses arbres, sera traversé par des cheminements piétonniers. L'aménagement sera terminé en mars 2012. Rappelons que la décision de dénomination de cette place a été prise lors du Conseil d'arrondissement du 14 mai 2008.

Madeleine Braun, décédée en 1980, s'était engagée dans la Résistance dès 1939 et fut élue députée sur la liste communiste du département de la Seine. Elle deviendra la première femme élue vice-présidente de l'Assemblée nationale.



[www.pcf.fr](http://www.pcf.fr)

### HAUSSE DES TARIFS DU GAZ + 68,5 % en 10 ans

À l'approche des élections, le gouvernement avait annoncé en octobre 2011 un gel des tarifs du gaz. Il n'en sera rien.

Les concurrents de GDF/SUEZ, estimant que ce projet de gel des tarifs faussait les règles de la concurrence, ont saisi le Conseil d'État. Celui-ci leur a donné raison. Le gaz vient d'augmenter à nouveau de 4,4 % depuis le 1er janvier.

Une nouvelle démonstration que la fameuse « ouverture à la concurrence » ne sert absolument pas à faire baisser les prix, bien au contraire.

Depuis 10 ans, le prix du gaz a augmenté de 68,5 %, avec une accélération depuis la privatisation de GDF en 2007. Pour le bonheur des actionnaires.

Alors que, d'après une étude récente de la Fondation Abbé Pierre, 8 millions de Français rognent sur leur budget « chauffage » !